



#WeBelongAfrica

**Événement d'apprentissage Sud-Sud
pour les militant.e.s et les leaders des
droits de l'homme et leurs alliés des
pays francophones d'Afrique
subsaharienne ayant un environnement
socio-politique complexe pour les
minorités sexuelles et de genre**

Rapport

19 au 21 juin 2024

Abidjan, Côte d'Ivoire

#WeBelongAfrica rassemble de multiples initiatives qui permettent des vies inclusives, justes, affirmées, sûres, productives et épanouissantes pour toutes les personnes en Afrique, indépendamment de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de l'expression de genre ou des caractéristiques sexuelles, et indépendamment du statut ou du risque d'infection par le VIH.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris du PNUD, ou des États membres de l'ONU.

Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies qui lutte contre l'injustice de la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. Travaillant avec un vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les peuples et la planète.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org ou suivez-nous sur le compte @PNUD.

Copyright © PNUD 2025.

Équipe VIH, santé et développement du PNUD, Afrique.

Avec le soutien de la Suède.



Table des matieres

Contexte et Justification	4
Objectifs de l'atelier	5
Résultats réalisés	5
Jour 1	6
Mot de bienvenue et présentation.....	6
Comprendre les contextes nationaux et le paysage des mouvements d'opposition.	7
Côte d'ivoire	7
RDC.....	7
Gabon.....	8
Congo Brazzaville	8
Sénégal.....	9
Mali.....	9
Burundi.....	10
Togo.....	10
Cameroun.....	10
Résumés de panels de discussion.....	11
Leçons tirées et stratégies clés (1) : Identifier les alliés et s'engager avec eux (par exemple, les institutions de défense des droits de l'homme à savoir les CNDH, les programmes de lutte contre le VIH/sida, la police, les Nations unies, les partenaires de la coopération au développement, etc.).....	11
Leçons tirées et stratégies clés (2) : S'engager auprès des parlementaires, des chefs de gouvernement et des principaux ministères du secteur public.....	12
Leçons tirées et stratégies clés (3) : Influencer les changements de comportement - les cœurs, les esprits, et les normes sociales.	12
Jour 2	13
Leçons tirées et stratégies clés (4) : L'Application des lois internationales dans les tribunaux nationaux	13
Jour 3	14
Recommandations des pays à la FAF	14
Gabon.....	14
Cameroun.....	15
Mali.....	15
RDC.....	15
Congo Brazzaville	15
Togo.....	16
Cote d'ivoire	16
Sénégal.....	16
Annexes.....	18
Annexe 1 : Plan d'action des pays	18
Annexe 2 : Évaluation.....	21

Contexte et Justification

Une campagne anti-genre se développe dans toute l'Afrique. Cette campagne englobe un ensemble diversifié d'acteurs sociaux et politiques qui croient en l'existence d'une "théorie du genre" et en ont fait un problème public (Kuhar et Paternotte, 2017). Le mouvement anti-genre développe un discours et des actions en opposition au concept de genre et aux études de genre, à partir des transformations sociales, politiques et juridiques garanties par les luttes des féministes et des minorités sexuelles qui en ont résulté (Awondo et al, 2023). Les oppositions anti-genre se manifestent de différentes manières sur le continent, qu'il s'agisse de campagnes contre l'accès à l'avortement sans risque ou de tensions visant à renforcer les lois existantes qui criminalisent les minorités sexuelles et de genre.

L'inclusion des personnes LGBTQI+ en Afrique sub-saharienne se heurte à des difficultés persistantes, parmi lesquelles figurent notamment les suivants ;

- Les normes sociales restent conservatrices et divers acteurs politiques en tirent parti pour s'opposer aux avancées en matière de droits de l'homme ou pour revenir sur les mesures de protection des droits de l'homme qui ont été adoptées.
- Les organisations conservatrices et d'extrême droite telles que l'organisation chrétienne extrémiste, le Congrès mondial des familles - parmi beaucoup d'autres - promeuvent activement la rhétorique anti-LGBTQI+ dans les pays africains, en privilégiant les idéaux conservateurs et cis-hétéronormatifs des valeurs familiales basées sur la doctrine chrétienne et en poussant à la législation de ces valeurs pour calomnier les personnes LGBTQI+.
- Une hostilité croissante à l'égard de la promotion de l'égalité des droits pour tous, en particulier pour les personnes LGBTQI+.
- Les relations entre personnes de même sexe sont encore criminalisées dans plusieurs pays de la région.
- Les personnes LGBTQI+ continuent d'être victimes de discriminations et d'abus tels que le chantage et les agressions violentes.
- Les idéologies dominantes de nombreux citoyens de ces pays affirment que l'homosexualité et la diversité des genres sont des concepts occidentaux et "non africains".
- La doctrine religieuse et les normes culturelles continuent d'alimenter la rhétorique anti-LGBTQI+ dans ces pays.

Début 2023, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec Human Rights Campaign, a organisé un atelier avec des militants et des alliés issus de pays difficiles d'Afrique anglophone, en ce qui concerne l'inclusion des minorités sexuelles et de genre, afin de comprendre la campagne anti-genre dans la région d'Afrique sub-saharienne. et de trouver des moyens d'y répondre efficacement et durablement.

L'atelier 2023 a réuni 25 militant.e.s LGBTQI+, allié.e.s et expert.e.s de sept pays d'Afrique anglophone. Cette année, le PNUD a donc organisé un atelier similaire avec la participation d'activistes et d'allié.e.s de pays francophones, en tirant parti des enseignements de l'atelier 2023 et de catalyser les efforts collectifs pour lutter contre le mouvement anti-genre en Afrique sub-saharienne.

C'est la raison pour laquelle le PNUD a organisé un atelier de 2.5 jours sur ces questions en collaboration avec Fierté Afrique Francophone (FAF) - un réseau d'organisations LGBTQI+ en Afrique francophone. Les deux premiers jours réuniront 32 participants, mêlant des défenseurs des droits des LGBTQI+ et du VIH à des alliés des gouvernements et/ou des

Nations Unies de huit pays francophones. Le troisième jour (21 juin), une session d'une demi-journée permettra aux représentants de la société civile de se réunir seuls pour discuter et élaborer des plans de soutien mutuel et de mise en réseau au-delà des frontières.

Cet événement a été organisé dans le cadre de l'Initiative pour une gouvernance inclusive (IGI) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), un projet régional qui vise à aider les pays de la région de l'Afrique subsaharienne à devenir de plus en plus responsables vis-à-vis de l'ensemble de leur population, y compris les minorités sexuelles et de genre - qui sont souvent particulièrement marginalisées et exclues - et à l'intégrer. Cela contribuera à améliorer les lois et les politiques, à rendre les services publics plus réactifs et à instaurer des normes sociales qui affirment les droits et l'inclusion de tous, y compris des minorités sexuelles et de genre.

Objectifs de l'atelier

1. Fournir une plateforme d'apprentissage Sud-Sud pour échanger les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'anticipation, de la compréhension, de la réponse et de la lutte contre les mouvements anti-droits et anti-LGBTQI+ dans les pays d'Afrique francophone où l'environnement politique est difficile.
2. Créer des alliances et des réseaux de solidarité au sein des délégations nationales et au niveau régional, afin de surmonter les difficultés et de soutenir les personnes LGBTQI+ dans ces pays. Renforcer le réseau des militants LGBTQI+ qui défendent les droits de l'homme et l'inclusion des personnes LGBTQI+ et les doter d'outils concrets pour les aider à contrer ou à neutraliser les groupes d'opposition et autres récits anti-LGBTQI+.
3. Identifier les principales priorités et formuler des stratégies pour faire progresser les droits des personnes LGBTQI+ tout en luttant contre le sentiment et les actions anti-LGBTQI+ croissants dans leur pays.
4. Faciliter des interactions significatives entre les représentants de la société civile LGBTQI+.
5. Amplifier les histoires et les témoignages positifs sur les progrès accomplis dans la promotion de la réforme législative en faveur des LGBTQI+ et l'abrogation des lois criminalisant les relations consensuelles entre personnes de même sexe et/ou les diverses expressions et identités de genre.

Résultats réalisés

1. Amélioration des capacités et de la compréhension des principales questions juridiques et de politique publique affectant la vie des personnes LGBTQI+ dans des environnements complexes.
2. Une meilleure compréhension des forces qui animent l'opposition et de leurs stratégies, y compris le mouvement anti-genre/LGBTQI+.
3. Une meilleure compréhension des compétences, des connaissances et des ressources nécessaires pour renforcer l'engagement et la formation de coalitions afin de contrer l'opposition à l'inclusion des LGBTQI+ et à la diversité des genres.
4. Des projets de plans nationaux (pour chaque délégation de pays) et un projet de plan multi-pays (pour l'Afrique francophone), décrivant les actions prioritaires pour résister et répondre aux forces anti-LGBTQI+.

Jour 1

Mot de bienvenue et présentation

Mr Adrien Kouassi du PNUD Abidjan après ses salutations a exprimé sa joie face à la présence des participants qui viennent de divers horizons et à donner les salutation Mme flore et de son Directeur programme et à remercier Fierté Afrique Francophone (FAF) et l'ONUSIDA. Il a aussi rappelé que les dirigeants des pays présents dans la salle ont eu à ratifier en majorités des lois qui protèges les droits de l'hommes et ceux des personnes LGBTQI+ par ricochet donc ceux-ci doivent avoir leurs droits respecter entend qu'être humain. Enfin il a émis l'espérance qu'à la fin de cette session chaque participant rentre avec des outils plus fort et des arguments pour continuer efficacement le travail.

Mr Carlos Idibouo représentant de la FAF a souhaité la bienvenue à tous les participants sur la terre d'éburnie. Il a rappelé qu'il y a eu beaucoup de travail depuis le début de l'année avec les différentes parties prenante et qu'il fallait que nous nous félicitons face à ce travail mener avec le projet IGI et avec les activités de FAF. Ce qui a permis d'avoir des échanges avec les décideurs des différents pays et de voir leurs positions dans le but de mieux orienter les différents axes de plaidoyer. Il a aussi tiré la sonnette d'alarme face à la conférence anti-genre qui aura lieu en côte d'ivoire qui pourrait mettre à mal tout le travail effectué depuis le début. Il a proposé qu'il y ait des réflexions sur les action à mener pour ne pas être victime de cette conférence qui a généralement pour but de corser les droits des personnes LGBTQI+ dans les pays s'est tenu cette conférence.

Mr Joseph Messinga secrétaire permanent de la FAF qui a aussi remercié les participants de la session et a aussi remercié le PNUD qui soutient aussi la communauté LGBTQI+. Il a aussi rappelé que quelque pays d'Afrique francophone qui ont décidé de condamner les population LGBTQI+ tels que Sénégal, Gabon, RDC, etc.... et que nous devons faire attention pour que d'autres pays ne soit pas contaminé. Il a aussi noté l'insuffisance des fonds sur le territoire francophone pour la lutte contre l'homophobie.

Mr Yapi Léonce du conseil national des droits de l'homme (CNDH) Côte d'Ivoire a commencé ses propos par des salutations et ensuite il a présenté les excuses de sa directrice car elle est hors du pays. Il se réjouit d'avoir été associé à cette activité qui offrira une plateforme d'apprentissage sud-sud qui permettra de créer des alliances et de soutenir les personnes LGBTQI+ malgré l'inexistante de mécanisme de pris en charge de leurs droits. Il a aussi rappelé que dans le mandat du CNDH il n'y a aucune discrimination et que celui-ci mène des activités pour lutter contre la violation des droits de l'hommes des personnes LGBTQI+. Il propose que soit organisé des cadres d'échange avec les parlementaires et les décideurs dans le but d'avoir des échanges pour avoir de lois favorables pour les populations LGBTQI+. Il a aussi salué ce cadre d'échange car il permettra d'éveiller et de former les minorités sexuelles et de genre et leurs défenseurs des droits de l'homme. Il a réaffirmé l'accompagnement du CNDH face à la population LGBTQI+. Enfin il a déclaré l'atelier ouvert.

Ensuite il y a eu la session de présentation des participants de l'atelier. Le principe était d'aller vers des inconnus et recueillir des informations sur ces personnes et pendant la présentation personnel de faire ressortir celle-ci.

Nous avons eu par la suite la présentation de Mr Bakary Dosso de l'UNDSS Pour le briefing de sécurité. Il a communiqué des informations sur la démographie et la géographie sans oublier de donner la situation sécuritaire de la Côte d'ivoire. Il a aussi rappelé que l'environnement est calme mais imprévisible. Il a donné la liste du type d'agression courantes qui sont physique et souvent cybers criminels. Il a aussi donné la liste des cliniques de

référence des nations unis sans oublier de conseiller les participants d'utiliser les taxi YANGO ou UBER pour leurs déplacements. Il a évoqué l'existence des accidents de circulation qui sont courant sans oublier de conseiller les participants d'être vigilant avec les biens de valeurs et de faire aussi attention aux arnaqueurs et aux cybers criminels. Il a demandé d'éviter d'afficher son orientation sexuelle LGBTQI+IQ car il n'y a pas de disposition légale pour protéger cette population en Côte d'Ivoire. Il a demandé à tout le monde de faire usage de bon sens tous en communiquant avec les autres. Enfin, il a conseillé tout le monde de rester calme quel que soit les situations puis a donné les contacts d'urgences.

Comprendre les contextes nationaux et le paysage des mouvements d'opposition.

La première session avait pour objectifs de comprendre les contextes nationaux et le paysage des mouvements d'opposition. Dans le déroulement de l'activités lors d'un panel un représentant de l'OSC ont présenté le contexte pays des activités anti-genres et comment ils y répondent. Les intervenants ont eu à répondre questions suivantes :

1. Quels sont les 2 ou 3 défis rencontrés dans la promotion des droits et inclusions des personnes LGBTQI+ ?
2. Quel sont les 2 ou 3 opportunités présentes pour mieux promouvoir des droits et inclusions des personnes LGBTQI+ ?

Cette session a été diviser en deux parties et les premiers pays à intervenir était : la cote d'Ivoire, la RDC, le Gabon et le Congo Brazzaville.

Côte d'Ivoire

Il n'y a aucune loi qui criminalise l'homosexualités en Côte d'Ivoire. Cependant ce qui était inquiétant c'était l'arrivée de la conférence anti- genre en Côte d'Ivoire, leurs philosophie et leurs mécanismes de fonctionnement était méconnu sans oublier ; les visages de leurs leaders et responsables. Il faudrait aussi noter qu'ils dépoilent de gros moyens pour leurs activités. Cependant leurs activités sont gratuites ce qui permettra de pénétrer des espaces et comprendre cette activités et avoirs des échanges avec les leaders de cette activité. Néanmoins, il y a une loi qui était proposé qui stipulait qu'on ne devait discriminer personne quel que soit sa nature et sa manière d'être et l'orientation sexuelle, ce qui a créé un tôle politique et religieux qui a exacerbé l'insécurité dans la communauté. Finalement, la mention orientation sexuelle a été retiré de l'article de loi. Il a aussi rappelé que l'avènement du projet IGI facilite la collaboration avec le CNDH, ce qui favorise l'ouverture de certaine porte et permet de mener efficacement le plaidoyer en faveur des droits des personnes LGBTQI+.

Défis :

Difficulté relevée était au niveau des documents d'identités des personnes transgenres ce qui cause des problèmes au niveau des diplômes, des locations de maison, l'accès à l'emploi et à l'éducation sans oublier la question aussi des personnes intersexe.

RDC

La question LGBTQI+ n'est pas tabous mais est diversement interprété. Cependant, il existe des organisations qui milite pour le bien être de cette population qui s'invite à plusieurs débats religieux et de santé publique. En outre, la situation est critique actuellement et il y a un projet de loi criminalisant les personnes LGBTQI+Q+ sur la table et le pays est très porté sur le christianisme ce qui peut créer des acte arbitraire sans oublier qu'il y a une

méconnaissance de la populations sur les cibles sexuellement minoritaire ce qui entrave les droits des personne minoritaires.

Défis :

- Manque de solution des droits de l'état des personnes minoritaires
- Manque de programme de sensibilisation sur la question de la promotion des droits des personnes LGBTQI+
- Le pays a noté (rejeté) les recommandations de l'EPU sans avoir mener d'action et sur le terrain il existe toujours des violences des personnes LGBTQI+ avec des jugements arbitraires

Opportunités :

- Engagement croissant des jeunes militants et leurs ouvertures d'esprit
- Collaboration avec des organisations internationales et celle de la société civile
- L'ouverture d'esprit de la population qui est aptes à écouter les messages sur les minorités sexuelle et de genre
- Ouverture d'esprit de la CNDH de la RDC qui accepte la communauté LGBTQI+ locale et la question est ouverte au sein de leurs services sans oublier les plaidoyers.

Gabon

A la suite du coup d'état l'environnement n'est pas favorable. Le contexte actuelle est auvais.

Défis :

- Environnement réfractaire face à la situation de dépenalisation des personnes LGBTQI+.
- Les nouveaux dirigeants ont mis le problème de l'homosexualité en proposant la pénalisation de l'homosexualité, Les religieux aussi motive cette action.
- Il y a la démission de certain militant LGBTQI+ face à la psychose créer par le nouveau régime en place

Opportunités :

- Le soutien des organismes internationales représentés dans le pays qui aide dans le domaine des plaidoyer,
- Sensibilisation et formation des déterminations des défenseurs des droits humain,
- Formation des agents de santés qui travaille dans les centres de santé pour la prise en charge communautaire du VIH dans la communauté.

Congo Brazzaville

L'Environnement est non criminalisant ; il n'y a pas de discours de condamnation officiel du gouvernement. Le processus de désoccidentalisation en contextualisant les actions en fonction des réalités du Congo est envergue. Il faut démontrer que ces pratiques à savoir l'homosexualité ont toujours existés en Afrique et prouver que ces pratiques ne sont pas importés de l'occident. Promouvoir les identités africaines et abandonner l'usage de l'acronyme LGBTQI+.

Défis :

- Démonstré à la société l'existence de l'homosexualité avant la colonisation
- Montrer aux autorités que les actions des personnes ne mettront pas en péril leurs pouvoir.

Opportunités :

- Réduction de l'agressivité des media
- Facilités de travail avec le CNDH du Congo
- Le gouvernement n'est pas homophobe
- L'organisation d'une conférence de désoccidentalisation patronner par le CNLSE

Sénégal

Défis :

- Un pays majoritairement Musulman avec un article qui pénalise les actes contre nature. il est ambiguë et assimilé à l'homosexuelle ;
- Il y a des arrestation arbitraire et il y a des fouille dans leurs téléphone .
- La Raréfaction des ressources financière surtout pour les LBT
- La non-représentativité des personnes LGBTQI+ dans les instances de décisions
- Les programmes ont affiché les leaders communautaires sans leurs donner des mesures de protections et d'accompagnement qui font que les activistes se sont exilés

Opportunités :

- L'inclusion des associations dans les réseaux régionaux et internationaux
- La collaboration avec des programmes de santé comme le fonds national
- Le renforcement du plaidoyer car il y a un nouveau gouvernement
- La création d'un pool d'avocat pour la défense des droits de personnes LGBTQI+

Mali

Défis :

- Le contexte religieux très négatif en direction de la population LGBTQI+ avec l'avènement des pseudo activiste.
- Bien qu'il n'ait pas de loi qui criminalise directement les personnes LGBTQI+ cependant il y a des lois qui sont utiliser arbitrairement pour condamner les minorités sexuelles et de genre.
- Le renouvellement du code pénale. La constitution est en train d'être refaite et il y a des bruits de couloirs qui dit qu'il y aura des lois qui criminalisent les personnes LGBTQI+.
- Très peu d'alliés existe au Mali et les institutions craignent de s'afficher avec les associations LGBTQI+I et les plaidoyers et lobbyings faits n'ont aucune réponses

Opportunités :

- La présence d'organisations identitaires et les mouvements s'accroissent avec l'existence aujourd'hui d'associations identitaires qui luttent pour le bien-être des LGBTQI+
- L'accompagnement et le soutien technique des organisations internationales

- Les cadres de concertation existante
- La proposition d'échange entre le CNDH de la Côte d'Ivoire et celle du Mali

Burundi

Défis :

- Le Burundi a été le premier pays à criminalisé l'homosexualité en Afrique francophone, connaissance limitée d'analyse partagée,
- La présence du mouvement évangéliste qui favorisait la criminalisation de l'homosexualité accompagné des mouvements souverainistes qui utilisent des termes simplistes pour convaincre la population en utilisant la décolonisation et panafricanisme comme argument.
- Il y a des discours pénalisant par les décideurs qui crée une psychose dans la communauté.
- La confiance et légitimité de la société civile remise en cause par les pouvoirs publics, avec la restriction des espaces civiques.

Opportunités :

- Ancrer l'appartenance des individus dans les collectivités,
- Investir dans la visibilité stratégique des enjeux d'inclusion avec les identités indigènes en mettant en avant nos identités locales et industrie culturelle et créatives.
- L'agenda 2063 qui ont des objectifs et des mesures administrative et politique dans lequel nous devrions nous intégrer sans oublier de redéfinir les programmes de développement nationaux

Togo

Défis :

- Le contexte légal criminalise les personnes homosexuelles avec des arrestations arbitraires cependant il y a un plaidoyer fait pour améliorer l'environnement.
- Les associations ne peuvent pas s'enregistrer avec la mention LGBTQI+.
- Le mouvement LGBTQI+ doit être fédérer.
- L'absence de cadre de collaboration entre les associations identitaires.
- Les influenceurs sur les réseaux sociaux incitent la population à haïr la population LGBTQI+ ce qui fragilise les activités des associations.
- La difficulté de documenter les cas de VBG.

Opportunités :

- Le soutien des partenaires techniques et financiers
- Avancer avec le ministère de la santé, la reconnaissance des HSH et des personnes trans dans le plan stratégique national.

Cameroun

Défis :

- Le contexte juridique discriminatoire et condamne la communauté LGBTQI+ qui favorise des arrestations arbitraires et favorises la VBG
- La confusion entre l'homosexualité et la transidentité
- Les faiblesses des financements en direction des personnes trans
- La non-reconnaissance légale du troisième genre

Opportunités :

- Une forte présence des ONGs identitaires même si elles ne sont pas enregistrées avec la mention LGBTQI+ avec une 40taine d'organisation.
- Le renouvellement et organisation des élections présidentielles qui pourra favoriser un plaidoyer
- Utiliser des modèles positifs de la communauté pour aider au plaidoyer avec la population
- Développer un plan de sécurité personnel et organisationnelle
- Travailler en réseautage pour minimiser les risques
- Analyser les questions intergénérationnelles avec la recherche de l'équilibre
- Assurer la retraite des anciens leaders
- Les réseaux de populations clés absorbent les associations des populations LGBTQI+
- Réfléchir à mettre en avant des actions qui seront menées par la communauté et pour la communauté afin de toucher la sensibilité de nos parents
- Remise en question du mouvement LGBTQI+ et analyser les actions et les stratégies et utiliser nos règles pour nous protéger
- Les élections sont-elles une opportunité ou un danger ? Appel à faire attention
- Utiliser les livres saints aussi pour protéger les personnes LGBTQI+

Résumés de panels de discussion

Leçons tirées et stratégies clés (1) : Identifier les alliés et s'engager avec eux (par exemple, les institutions de défense des droits de l'homme à savoir les CNDH, les programmes de lutte contre le VIH/sida, la police, les Nations unies, les partenaires de la coopération au développement, etc.)

- L'identification des alliés,
- La stratégie d'atteinte des familles et trouver des canaux de communication pour échanger avec elle,
- L'utilisation de l'art (musique, théâtre, films) comme stratégie,
- L'utilisation des médias avec des journalistes qui produisent des articles positifs
- L'utilisation des privilèges familiaux avec les proches bien placés dans le gouvernement tout en mettant en avant leurs opportunités,
- L'identification des personnes dans les institutions qui pourront aider et soutenir la communauté,
- Mener des actions comme des soirées festives en invitant les missions diplomatiques. Utilisation des parents pour toucher la CNDH,
- Utiliser les associations de lutte contre le VIH comme allié en se soutenant mutuellement,
- Faire la différence entre les alliés de cœur et les alliés d'intérêt

- L'utilisation de l'encrage institutionnelle de la CNDH pour inviter les autres décideurs,
- Utilisation de thèmes subtiles tels que minorités de genre pour invités les intuitions aux activités,
- Éviter de réagir à chaud et de créer des confrontations essayer de calmer les choses et faire le lobbying en aval,
- Trouver un ou des alliés parmi les parlementaires qui mobilise les autres pour les activités,
- Faire des études pour avoir des bonnes informations sur la communauté pour faire des lobbyings,
- Organisation des activités de LILO (looking in looking out),
- La revue du cadre légale avec des études dans le but de mieux comprendre les réalités des personnes LGBTQI+,
- Utiliser l'approche VIH avec des session de formation avec l'insertion de la question LGBTQI+ ce qui a permis d'identifier les alliés des LGBTQI+,
- Organiser des ateliers avec les parlementaires et les magistrats sans oublier le ministère de la justice et des droits de l'homme,
- Le ministère de la justice a été mis en avant pour toutes les activités,
- Les haut-commissaire de la police ont été formés sur la thématique LGBTQI+
- Identifier les personnes favorables pendant les sessions de formation et les utiliser comme des alliés.

Leçons tirées et stratégies clés (2) : S'engager auprès des parlementaires, des chefs de gouvernement et des principaux ministères du secteur public

- L'utilisation de la santé comme argument, étant donné que la santé met tout le monde en accord ; ce facteur a facilité l'inclusion surtout à travers le VIH,
- L'utilisation des populations clés qui a facilité les choses car les plans stratégiques national présentent les populations clés comme des populations vulnérables et les population LGBTQI+ en font partie,
- Le dialogue national avec la ministre de la Justice et les parlementaires avec les populations clés en face,
- La création des organisations identitaires avec la couverture du VIH ; cela a permis à ces associations de grandir et a permis aux organisations de se légaliser,
- La mise en œuvre d'un atelier avec les leader religieux, des textes au sein des livres saint ont été utiliser pour faire avancer le loobyng,
- Les plaidoyers auprès des journalistes avec une formation à leurs égard sur la communauté LGBTQI+ dans le but qu'ils aient des écrits inclusifs,
- Développer un mécanisme d'accompagnement des enfants homosexuels vu que les parents ne s'impliquent pas vraiment,
- La rencontre avec les autorités pour faire le plaidoyer avec le président de la commission de l'Assemblée nationale.
- L'élaboration d'un argumentaire pour appuyer les sessions de renforcement de capacite à l'endroit des parlementaires dans les provinces.

Leçons tirées et stratégies clés (3) : Influencer les changements de comportement - les cœurs, les esprits, et les normes sociales.

- Organiser des activités de témoignages pour heurter les sensibilités des familles des personnes rejeter et demander la protection de leurs enfants,

- Coacher les membres de la communauté pour passer des messages inclusifs dans les médias,
- Utilisations des parents friendly pour la médiation familiale en faveur de la réinsertion des enfants LGBTQI+ victimes de rejets familiales,
- Éduquer les populations LGBTQI+ pour qu'elles soient le bon exemple et qu'elles se comportent bien pour attirer l'empathie de la population et réduire les problèmes de stigmatisation et de discrimination,
- La formation en direction des journalistes,
- L'Organisation de panel d'échange avec la communauté LGBTQI+ à la télévision
- L'Organisation d'atelier de formation en direction des chefs traditionnels sur les questions LGBTQI+
- La formation de magistrat champion pour aider à une meilleure prise en charge des cas de VBG .
- Utiliser le CNDH pour faire du plaidoyer et faciliter l'inclusion des population LGBTQI+
- Le renforcement de capacité des animateurs et des patrons de télé et de radio qui évitent les dérives sur les médias

Jour 2

Leçons tirées et stratégies clés (4) : L'Application des lois internationales dans les tribunaux nationaux

- Utiliser la santé et un bon argument pour faire du lobbying,
- Le rôle des institutions national comme la CNDH sont des services à utiliser pour le plaidoyer sans oublier de faire des plaidoyers au niveau des ministère de tutelles et de l'états.
- Faire des analyses avec des rapporteurs spéciaux qui sont des experts indépendants qui donnent un avis indépendant sans ingérence ce qui fait qu'ils sont souvent plus écoutés que les Nation Unies,
- Utiliser la commission africaine des droits de l'homme aussi pour faire des plaidoyers au niveau des pays africains ce qui pourrai mettre une pression sur les états,
- Privilégier la connaissance des procédures de recours internationaux et saisir les instances internationales au bon moment et avec les bons arguments en connaissant les alliés qui pourrais nous soutenir,
- Prendre le consentement éclairer des personnes dont les cas seront documentés sans oublier le choix des bons alliés,
- Privilégier les arguments économiques pour le plaidoyer dans les états tout en leurs montrant leurs bénéfices,
- Les bonnes mœurs sont des traditions évolutives et il faut utiliser cet argument pour montrer que les personnes LGBTQI+ n'obstrue pas les bonne mœurs et il faut montrer que celle-ci change en fonction de la situation géographique,
- Trouver le bon avocat pour faire une bon plaidoyer,
- Privilégier les cas très importants et emblématiques qu'il faut documenter qui peuvent être utiliser comme plaidoyer,
- Privilégier la connaissance des lois et des conventions internationales à utiliser pour faire des plaidoyer et avoir des moyens de recours.

Les travaux de groupes : Les participants étaient en petits groupes de travail nationaux afin de dresser une carte de vos alliés et d'identifier les groupes et les réseaux que vous souhaitez impliquer à l'avenir. Le rapport au groupe se concentrera sur les similitudes et les

différences entre les contextes nationaux et sur la discussion de la manière dont les idées d'un pays peuvent s'appliquer à un autre.

(Voir les présentations par pays en Annexes)

Jour 3

La rencontre du jour 3 s'est faite seulement entre les organisations de la société civile ; cette rencontre a eu pour objectif de faire le diagnostic de toutes les actions menées par la FAF depuis ses 4 ans et d'en faire ressortir des recommandations dans le but de parfaire les actions à venir mais surtout d'avoir un impact positif sur l'environnement LGBTQI+ francophone d'Afrique.

Mr Carlos Idibouo a pris la parole et a fait une mise en contexte en rappelant que bien qu'ils aient travaillé d'arrache-pied à mettre en place un conseil d'administration représentatif des différents genres du mouvement LGBTQI+ de l'Afrique francophone, il faut souligner que depuis son mandat, le conseil de Fierté Afrique Francophone n'a tenu que deux réunions. Cela est un sérieux problème dans la mesure pour un bon fonctionnement d'un réseau régional, il faut que le CA et la direction exécutive soient très active. En tant que Co-président de FAF, il ne peut s'empêcher de se questionner sur le pourquoi d'un tel laxisme. Malgré les échanges individuels avec les membres du conseil, la situation ne s'est pas améliorée. Il va falloir mettre en place un mécanisme de médiation pour remédier à cette situation le plus tôt possible.

Ensuite Joseph a rappelé que la FAF n'avait pas de plan stratégique et l'attente des organisations du réseau n'est pas connu donc il a donné la parole à chaque pays et les recommandations suivantes sont ressorti.

Recommandations des pays à la FAF

Gabon

- Que la FAF se penche de manière particulière sur la situation des deux associations travaillant avec la cible LGBTQI+ surtout pour HUMANITUS qui s'occupe beaucoup des droits humains il sera judicieux de ce fait pour la FAF de la compter parmi les adhérents,
- Faudrait que la FAF considère le Gabon aussi pour l'organisation des conférences et atelier sous régional car le Gabon est jeune sur les questions liées aux LGBTQI+,
- Aider et appuyer le Gabon sur des stratégies de communications politiques en lui permettant d'avoir accès à un réseautage panafricain et international solide d'entités militant sans la défense des droits humains,
- La FAF pourraient aider à faire pression sur le système de santé du Gabon afin que celui-ci puisse tout mettre en place pour des approvisionnements de la PreP , ou alors faciliter des collaborations avec d'autres associations membres de la FAF ,
- Renforcer les capacités dans le domaine du plaidoyer et aider les structures du Gabon à avoir de meilleurs stratégies d'approche pour avoir des partenaires
- L'inclusion des membres de la communauté LGBTQI+ du Gabon dans les membres de fiertés Afrique francophones

Cameroun

- Repenser la lutte ; mettre une pause pour réfléchir en concertation pour prendre en compte les réalités de chaque pays,
- Faciliter la mobilisation et réattribuer des financements aux organisations membres,
- Mettre en place un système de monitoring / reporting et dénonciation claire des violences et violation sous régionales,
- Appuyer les organisations locales sur le plaidoyer,
- Orienter les activités par zone thématique sans laisser aucune communauté de coté
- Mettre en place des séances d'apprentissage sud-sud pour les jeunes activistes et les pionniers du mouvement pour faciliter les transferts intergénérationnelle,
- Mettre en place des programmes de leadership,
- Mettre en place un système de veille communautaire pour anticiper les potentiels problèmes du conflit pour mieux répondre aux besoins et attentes du réseau,
- S'assurer de la représentativité des membres de la communauté dans les instances de coordination du réseau.

Mali

- Organiser un atelier d'échange et d'élaboration d'un plan stratégique pour l'Afrique francophone,
- Mettre en place un plan de sécurité et un système d'alerte pour l'Afrique francophone,
- Faire une campagne de plaidoyer en faveur de la désoccidentalisation de l'homosexualité en Afrique francophone,
- Mettre en place un système d'adhésion officielle au FAF,
- Faire un plaidoyer auprès des CNDH pour une synergie d'action entre les CNDH de tous les pays membres de la FAF,
- Mise en place d'un système de gestion et de suivi des victimes de VBG entre pays membres de la FAF.

RDC

- Que la FAF offre des formations à travers des ateliers et d'autres opportunités de renforcement des capacités pour aider les organisations à mieux répondre aux besoins de la communauté,
- Favoriser les soutiens mutuels et la solidarité entre les organisations membres de la FAF,
- La FAF doit mener des actions de plaidoyer plus efficace en faisant entendre la voix de la communauté plus de manière plus forte,
- Mener des actions favorisant le dialogue international pour changer positivement la perception de la communauté sur les minorités sexuelles et de genre,
- Partage des ressources et des meilleurs pratiques et que les organisations bénéficient des échanges, des ressources et des expériences pour renforcer leurs actions et leurs programmes.

Congo Brazzaville

- Renforcement du mouvement des femmes minorités sexuelles et de genre à travers de stages de partages d'expériences, de formation sur la vie associative, gouvernance et leadership,

- Prendre en compte l'approche stratégie de la désoccidentalisation dans la lutte contre les violences et discriminations basées sur l'OSIG en Afrique francophone (la décolonisation),
- Accompagner les mouvements congolais dans la mobilisation des fonds,
- Produire des évidences anthropologiques, sociologique, historique et biologique des MSG en Afrique,
- Faciliter le pont culturel BUJUMBURA-BRAZZAVILLE-ABIDJAN,
- Promouvoir nos légendes vivantes et rendre hommages aux morts.

Togo

- Vulgariser les documents normatifs du réseau pour une meilleure appropriation des OSC membres,
- Faire un renforcement de capacité des OSC membres à travers un diagnostic organisationnel des membres,
- Valoriser le travail des OSC membres,
- Mettre en place un fonds d'urgence que les activistes francophones peuvent mobiliser au besoin.

Cote d'ivoire

- Revoir le rôle et l'intérêt des organisations membres en établissant un lien étroit entre les organisations membres, bureau et le CA de sorte à se sentir mieux impliqués dans le fonctionnement de la FAF et motiver les organisation qui ne sont pas encore membres,
- Améliorer le système de communication de la FAF pour le rendre plus inclusif,
- Avoir des programmes spécifiques au femmes LBQ qui sont plus ou moins un maillon faible du sigle LGBTQI+.

Sénégal

- Elaborer un plan stratégique et un manuelle de procédure,
- Inclure plus d'activités pour les jeunes filles et femmes LBTQ+,
- Organiser des ateliers d'échanges entre pays,
- Créer un comité de veille et d'alerte régionale,
- Aider les pays dans la mobilisation de ressources.

Ensuite il a été demander aux participants de donner leurs souhaits face aux réalisations qu'ils veulent voir de la FAF d'ici 2030 et les recommandations qui en sont ressorti sont les suivantes :

- Recherche et documentation cartographique pour avoir des évidences authentique qui les permettrons d'avoir des évidences afin de mieux orienter les actions de plaidoyers,
- Promouvoir l'autonomie financière en offrant des formations professionnelles sur l'entreprenariat, la gestion des petites et moyenne entreprise,
- Que la FAF professionnalise l'activisme LGBTQI+,
- Que le réseau FAF soit étendu dans toutes les nations francophones de l'Afrique,
- Que la FAF développe des stratégies pour avoir des contrats stratégiques avec des politiques,
- Que la FAF devienne un réseau fort, puissant capable d'octroyer des financements aux organisations LGBTQI+ francophones,

- Que la FAF travail à ce que l'homosexualité soit dépénalisé dans tous les pays francophones d'Afrique,
- Que la FAF ait un fond permanent, un staff renforcé et aguerris,
- Qu'il y est une implémentation réelle dans l'espace francophone et une influence accrue dans le plaidoyer international,
- Que la FAF organise chaque année une conférence régionale/ atelier d'apprentissage,
- Que la FAF fasse les états généraux du mouvement LGBTQI+ en Afrique francophone et dispose des moyens nécessaires pour faire le suivi des recommandations,
- Que la FAF fasse des diagnostics organisationnels de ses OSC membres et propose un plan de renforcement financés,
- Que la FAF ai acquis un statut influent dans chaque pays francophone d'Afrique dans le secteur des droits humains en particulier pour les personnes de la communauté LGBTQI+.

Annexes

Annexe 1 : Plan d'action des pays

Voici une analyse plus détaillée des stratégies, des défis et des opportunités identifiés par chaque pays au cours de l'atelier :

Togo

- **Défis** : Identification limitée des principaux alliés et champions ; nécessité d'améliorer la planification de la sécurité pour les activistes et les organisations.
- **Opportunités** : Possibilité de tirer parti des valeurs culturelles favorisant l'égalité ; collaboration avec les agences de l'ONU et les réseaux régionaux.
- **Stratégies clés** : Interprétation progressive de la constitution nationale concernant la non-discrimination et la dignité ; engagement de nouveaux alliés tels que la CNDH et les donateurs internationaux.

Mali

- **Défis** : Résistance culturelle aux questions LGBTQI+, influence des chefs religieux et cadres juridiques flous.
- **Opportunités** : Alliés existants tels que CCM, PTF et ONUSIDA ; plaidoyer à travers les médias et les réseaux de soutien internationaux.
- **Stratégies clés** : Décoloniser les perspectives sur les questions LGBTQI+ en revisitant les récits culturels précoloniaux ; engager les décideurs politiques et les chefs religieux dans un dialogue constructif ; développer des campagnes médiatiques ciblées.

Gabon

- **Défis** : Le dogmatisme religieux, l'utilisation abusive des questions LGBTQI+ à des fins politiques et la désinformation dans les médias sociaux.
- **Opportunités** : Soutien des agences de l'ONU, des institutions nationales comme le CCM et le PNLS, et des alliés influents dans le secteur de la santé.
- **Stratégies clés** : Campagnes de sensibilisation dans les médias, renforcement des capacités des agents de santé communautaires LGBTQI+ et collaboration avec les ambassades pour un soutien diplomatique.

Sénégal

- **Défis** : Manque d'inclusion des femmes LBQ dans les programmes de santé, faible coordination au sein du mouvement LGBTQI+ et préjugés des médias à l'égard des questions LGBTQI+.
- **Opportunités** : Des moyens artistiques comme la musique et le théâtre pour le plaidoyer ; de fortes relations existantes avec des organisations de santé comme le Fonds mondial et FHI360.
- **Stratégies clés** : Collaborer avec les professionnels des médias pour des reportages impartiaux, mener des recherches anthropologiques sur l'histoire des LGBTQI+ et sensibiliser les forces de l'ordre aux questions SOGIE.

Burundi

- **Défis** : Environnement juridique et politique hostile, financement limité et faible capacité locale pour des efforts de plaidoyer soutenus.
- **Opportunités** : Soutien croissant des réseaux régionaux et alliances émergentes au sein de la société civile.
- **Stratégies clés** : Renforcer les cadres de sécurité organisationnels, améliorer la collaboration entre les organisations et plaider en faveur de réformes politiques pour protéger les droits des LGBTQI+.

Côte d'Ivoire

- **Défis** : Ambiguïtés juridiques dans les clauses de non-discrimination, implication limitée des médias dans la défense des droits des LGBTQI+ et problèmes d'accès aux services de santé.
- **Opportunités** : Collaboration existante avec la CNDH et des organismes internationaux tels que le PNUD et l'ONUSIDA.
- **Stratégies clés** : Développer l'éducation du public par le biais de collaborations avec les médias, travailler avec les chefs religieux et traditionnels pour un dialogue inclusif, et plaider en faveur d'amendements politiques pour couvrir tous les groupes marginalisés.

Cameroun

- **Défis** : Lois restrictives criminalisant les identités LGBTQI+, manque de financement et confusion autour des populations clés dans les programmes de santé.
- **Opportunités** : Réseaux LGBTQI+ structurés et partenariats avec des bailleurs de fonds mondiaux tels que le PEPFAR et le Fonds mondial.
- **Stratégies clés** : Lancer des campagnes d'éducation aux droits de l'homme, former des journalistes pour une couverture plus juste des questions LGBTQI+ et renforcer la collaboration entre la société civile et les décideurs politiques.

Congo (Brazzaville)

- **Défis** : Désinformation, preuves scientifiques limitées pour contrer la rhétorique anti-LGBTQI+, et financement insuffisant pour le plaidoyer.
- **Opportunités** : Position positive du gouvernement, soutien existant d'institutions telles que la CNLSE et l'ONUSIDA.
- **Stratégies clés** : Promouvoir des stratégies de plaidoyer ancrées dans la culture, organiser des conférences sur la décolonisation et renforcer les mouvements de leadership des femmes LGBTQI+.

République démocratique du Congo (RDC)

- **Défis** : Manque de soutien politique, représentation minimale dans les cadres juridiques et campagnes de désinformation.
- **Opportunités** : Collaboration existante avec la CNDH, soutien du Fonds mondial, et mouvements de jeunesse engagés.
- **Stratégies clés** : Créer des espaces sûrs pour les personnes LGBTQI+, mener des actions de plaidoyer auprès des législateurs et favoriser le dialogue interculturel pour réduire la stigmatisation.

Principales recommandations transversales entre les pays :

- **Plaidoyer politique** : Élaborer des stratégies de plaidoyer spécifiques au contexte en ciblant les réformes juridiques et les changements de politique.
- **Autonomisation des communautés** : Renforcer les capacités des organisations de base par le biais d'un financement et d'un soutien technique.
- **Engagement des médias** : Former les journalistes et les personnes d'influence à une couverture sensible des questions LGBTQI+.
- **Recadrage culturel** : Utiliser les récits culturels et les perspectives historiques pour remettre en question les normes discriminatoires.
- **Planification de la sécurité** : Élaborer des protocoles de sécurité solides pour les activistes opérant dans des environnements hostiles.

Annexe 2 : Évaluation

En juin 2024, un groupe diversifié d'activistes et de défenseurs des droits de l'homme de neuf pays francophones s'est réuni à Abidjan pour un atelier pivot de coopération Sud-Sud. L'objectif était d'échanger des expériences et des stratégies et de renforcer la collaboration entre les organisations qui défendent les droits de l'homme et l'égalité.

Les participants sont arrivés avec de grandes attentes. Ils souhaitaient identifier des alliés et des champions clés en Côte d'Ivoire, tirer des enseignements de l'expérience d'autres pays et engager un dialogue constructif avec les mécanismes des Nations unies. Beaucoup espéraient que l'atelier renforcerait le réseau régional, partagerait des stratégies pour créer des environnements plus sûrs pour les communautés marginalisées et inspirerait des approches de plaidoyer efficaces.

Tout au long des deux jours qu'a duré l'événement, l'atelier a atteint ses objectifs de manière efficace. Les sessions ont été interactives, avec des discussions ouvertes et honnêtes malgré les contextes difficiles auxquels certains participants sont confrontés dans leur pays d'origine. Chaque délégation a partagé ses réalités et ses approches stratégiques, ce qui a donné lieu à un échange de connaissances enrichissant. Des plans d'action ont été élaborés en collaboration, soulignant comment les stratégies partagées pouvaient être adaptées à divers contextes nationaux.

Les aspects les plus bénéfiques cités sont la diversité des participants, le partage des stratégies de pays comme le Congo-Brazzaville et le développement collaboratif des plans d'action. Les approches contextuelles du plaidoyer et les expériences de lobbying informel partagées, en particulier le cas du Gabon, sont remarquables. Les participants ont apprécié les discussions de groupe structurées, la modération efficace et l'échange approfondi des défis et des tactiques réussies.

Malgré le succès global, certains domaines d'amélioration sont apparus. Les participants ont suggéré d'allonger la durée de l'atelier pour permettre une exploration plus approfondie de sujets tels que la réintégration professionnelle, la mobilisation des ressources et les stratégies de lutte contre les mouvements antisexistes. Des problèmes logistiques, notamment des retards dans le traitement des visas et la distribution des allocations, ont également été relevés, et des appels ont été lancés en faveur d'une gestion plus efficace lors des prochains événements.

Les compétences et connaissances clés acquises comprennent des stratégies de plaidoyer adaptées à la culture, l'utilisation efficace des médias sociaux pour les campagnes et des méthodes de décolonisation des récits sur les droits de l'homme. Beaucoup ont souligné l'importance de travailler avec les autorités locales et les alliés de la communauté pour garantir un impact durable.

De retour chez eux, les participants ont prévu d'appliquer leurs nouvelles connaissances en organisant des sessions de retour d'information locales, en élaborant des plans d'action inclusifs et en renforçant les collaborations au sein de la région. Cependant, ils ont anticipé des défis potentiels tels que le financement limité, la mobilisation des ressources et la résistance de certains acteurs étatiques ou groupes sociaux.

En fin de compte, l'atelier a été considéré comme un succès retentissant, tous les participants exprimant leur satisfaction et recommandant l'événement à d'autres responsables des droits de l'homme. L'esprit de collaboration, l'apprentissage partagé et l'élaboration de stratégies collectives ont illustré le pouvoir de la coopération Sud-Sud, laissant un impact durable sur le mouvement pour l'égalité et la justice dans toute la région.